

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX MODALITÉS
D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE
POUR L'ANNEE 2006**

ENTRE :

L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE, dont le Siège National est situé 17 Boulevard Auguste Blanqui 75013 PARIS, représenté par **Madame Anne ETCHEVERRY, Directrice des Ressources Humaines**

D'une part,

ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUIVANTES :

- **C.G.T.** représentée par Madame Edith HOPQUIN, Déléguée Syndicale Centrale
- **F.O.** représentée par Monsieur Jean CLAVEAU, Délégué Syndical Central
- **C.F.T.C.** représentée par Monsieur Jean-Pierre LE CAIN, Délégué Syndical Central
- **C.F.D.T.** représentée par Monsieur Francis LES ENFANT, Délégué Syndical Central

D'autre part.

ARTICLE 1 – CADRE JURIDIQUE – OBJET - DURÉE

Le présent protocole est conclu en application des dispositions de l'article A 3-1 de la CCN 51 renouvelée par l'avenant FEHAP 2002-02 et a pour objet de préciser les modalités d'attribution et la périodicité de versement de la prime décentralisée.

L'avenant FEHAP précité prévoyant que ces modalités d'attribution sont convenues annuellement entre les partenaires sociaux, les parties conviennent que le présent protocole est applicable pour l'année civile 2006. Il cessera donc de s'appliquer de plein droit à cette échéance.

Avant la fin de cette période, une négociation sera engagée au niveau national entre les partenaires sociaux pour déterminer les modalités d'attribution de la prime décentralisée applicables pour l'année 2007.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent protocole s'applique à l'ensemble des salariés des établissements et services de l'A.P.F. appliquant la C.C.N. du 31 octobre 1951, à l'exclusion :

- des salariés non qualifiés embauchés en contrats emplois-jeunes dont la rémunération fixe intègre d'ores et déjà cet élément
- des directeurs, directeurs adjoints et gestionnaires dont les modalités d'attribution seront fixées par le Conseil d'Administration (ou par la Direction Générale par délégation).

ARTICLE 3 – TAUX DE LA PRIME DÉCENTRALISÉE

Le montant brut global de la prime annuelle décentralisée, fixé à 5% de la masse des salaires bruts est à répartir entre les salariés concernés ; ce taux est ramené à 3% dans les établissements pour enfants ou adultes handicapés ou inadaptés dans lesquels les salariés bénéficient de congés payés exceptionnels prévus par la CCN 51 et communément appelés « congés trimestriels ».

Il est précisé que conformément aux dispositions de l'avenant FEHAP 2002-02, le taux de la prime décentralisée applicable aux médecins, pharmaciens et biologistes qui ne bénéficient pas des congés trimestriels est fixé à 5% depuis le 1^{er} juillet 2004 ; ce taux est ramené à 3% pour les médecins, pharmaciens et biologistes qui bénéficient effectivement de ces congés.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE CALCUL ET DE VERSEMENT

Par souci de simplification, les parties maintiennent le principe d'un versement mensuel de la prime décentralisée à chaque salarié entrant dans son champ d'application. Cette prime est calculée sur la base des sommes qui, versées à chaque salarié, ont le caractère de salaire et sont, à ce titre, soumises à cotisations de Sécurité Sociale.

Cette base comprend donc non seulement le salaire de base du salarié (coefficients de référence majorés le cas échéant de divers compléments de rémunération), mais également les primes d'ancienneté et majorations spécifiques, les indemnités de carrière et indemnités différentielles, ainsi que toutes les primes, indemnités, majorations et avantages en nature qui y sont annexés et ont, donc, le caractère de complément de salaire.

Toutes les sommes non soumises à cotisations sociales sont expressément exclues de la base de calcul de la prime décentralisée.

Il est rappelé que pour les médecins, pharmaciens et biologistes, les critères d'attribution de la prime décentralisée seront les mêmes que ceux appliqués aux autres personnels de l'établissement.

Comme prévu à l'article 1 ci-dessus, ces modalités pourront être modifiées ultérieurement en fonction des modalités arrêtées annuellement entre les partenaires sociaux.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT SPECIFIQUE

Les parties conviennent que le présent accord constitue pour l'année 2006 le maintien de l'amélioration substantielle des règles applicables jusqu'en fin 2003 en matière de maladie.

L'APF a accepté cette mesure en perspective et dans l'attente des résultats d'une négociation plus générale actuellement en cours, et portant sur les questions relatives à la gestion de la maladie, de l'invalidité, de l'inaptitude et des accidents du travail.

Les parties signataire s'engagent poursuivre cette négociation en 2006.

ARTICLE 6 - INFORMATION ET CONSULTATION DU C.C.E.

Le présent protocole a fait l'objet d'une information et d'une consultation du Comité Central d'Entreprise de l'APF (C.C.E.).

ARTICLE 7 - DURÉE - RÉVISION - DÉNONCIATION

Le présent protocole est conclu pour une durée déterminée, conformément aux dispositions de l'article 1 ci-dessus.

Durant cette période, il pourra être dénoncé ou révisé dans les conditions prévues respectivement par les articles L 132-7 ou L 132-8 du Code du Travail.

ARTICLE 8 - DÉPÔT DU PROTOCOLE - AFFICHAGE

Le présent protocole sera déposé auprès de la D.D.T.E.F.P. de Paris (75) dont dépend le Siège National.

Un exemplaire sera adressé au Greffe du Conseil des Prud'hommes de Paris (75).

Il fera l'objet d'un affichage dans chaque établissement ou service concerné. Un exemplaire en sera remis aux représentants du personnel.

Fait à Paris, le 15 décembre 2005

Pour l'A.P.F.,
A. ETCHEVERRY



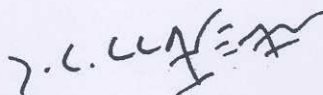
Pour la C.F.D.T.,
F. LES ENFANT



Pour la C.G.T.,
E. HOPQUIN



Pour F.O.,
J. CLAVEAU



Pour la C.F.T.C.,
J.P. LE CADN

